

% Commission Genre ATTAC France %
La MONDIALISATION et les FEMMES
Claudine Blasco, texte réactualisé en Mars 2008

La mondialisation néolibérale

La mondialisation n'est pas un phénomène récent, les premiers échanges commerciaux importants à l'échelle planétaire datent du XV^{ème} siècle. Cependant des faits nouveaux apparaissent depuis une génération (1970) qui nous permettent de qualifier cette mondialisation de néolibérale.

A/ De nouveaux marchés :

1/ Croissance des marchés mondiaux de *banques, assurances, services, incluant les secteurs auparavant publics comme les transports, l'éducation, la santé, l'énergie, l'eau, les télécommunications.....*

2/ *De nouveaux marchés monétaires et financiers déréglementés, interconnectés au niveau mondial, fonctionnant 24h sur 24, en temps réel grâce à Internet, dotés de nouveaux instruments comme les produits dérivés, les fonds de pension, hedge funds, Investissements Directs à l'Etranger(IDE). Ces flux financiers sont 50 fois plus élevés que les flux de marchandises. Les opérations financières sont devenues autonomes, suivant leur propre logique de recherche de profit maximum lié aux variations des prix des produits financiers ou des monnaies. Une logique purement spéculative. C'est ce que nous appelons la financiarisation de l'économie, c'est à dire le processus par lequel le système productif est assujéti exclusivement à des objectifs de rentabilité financière, et n'est là que pour servir des dividendes de plus en plus élevés aux actionnaires. Du capitalisme de production nous sommes donc passés au néolibéralisme basé sur la financiarisation du monde.*

3/ *Les marchés de consommation de masse mondiale pour des marques mondiales : Adidas, Nike, Monsanto, Nestlé, MacDo, Carrefour.., au détriment de la diversité et de l'originalité des productions locales, reflétant ainsi la domination d'un seul modèle de société, d'un mode unique de pensée, culturel et économique*

4/ *L'évolution des marchés du travail vers une « mondialisation du marché du travail » par la mise en concurrence de tous les travailleurs et surtout travailleuses de notre planète, jouant sur les délocalisations, la flexibilité, les salaires, les conditions de travail et les migrations. Au Nord comme au Sud, la mondialisation néolibérale s'est servi du statut des femmes à son plus grand profit, pour leur verser des salaires plus bas qu'aux hommes et bafouer leurs droits de travailleuses, comptant sur le silence machiste des syndicats et des politiques. Elle a favorisé l'explosion de la sous-traitance puis de l'économie informelle, de la vente à la sauvette, du travail à domicile, employant majoritairement les femmes des pays pauvres. Ainsi les usines de production, celles qui pouvaient être déplacées, sont parties à la rencontre du salariat féminin du Sud. Ont commencé les délocalisations des productions d'abord du Nord vers les pays du Sud, puis entre pays du Sud : par exemple la délocalisation des industries textiles européennes vers le Maghreb dans les années 70, puis vers l'Asie du Sud-est dans les années 80. Il ne reste pratiquement plus dans les pays riches que le capital contraint, c'est à dire non délocalisable comme les services à la personne, l'hôtellerie, la restauration, le bâtiment, l'agriculture. C'est dans ces secteurs d'activité que nous retrouvons majoritairement les immigrés aujourd'hui, avec une surreprésentation des femmes migrantes dans les secteurs de l'aide à domicile, l'hôtellerie, la restauration et l'agriculture, à des salaires très bas. Ainsi, si les inégalités croissantes dues à la mondialisation ont augmenté les migrations et la féminisation des migrations. La mondialisation s'est servie de la migration et sa féminisation pour baisser les coûts de la main d'œuvre pour le capital contraint, non mobile, dans le cadre de la mondialisation du marché du travail qui met en concurrence tous les travailleurs et surtout toutes les travailleuses de la planète. Ainsi est apparue la notion d' « immigration choisie » ou « quota » qui permet d'adapter les flux entrants aux besoins en personnel qualifié des entreprises nationales, faisant fi de la liberté de choix*

et des droits des migrantes et des migrants. Les migrations et notamment l'émigration féminine sont donc à la fois une conséquence et un instrument de la mondialisation.

5/ La mondialisation du marché criminel (drogue, armes, évasion fiscale, trafic et traite d'êtres humains, prostitution ...)

D'après Eva Joly dans son livre « Un monde sans loi » : « ...l'économie criminelle est devenue un rouage indispensable des sociétés contemporaines, indispensable d'abord au système financier en quête permanente de ces capitaux nomades.... L'interférence entre le légal et l'illégal est telle que la question criminelle et la question financière sont indissociables .Le crime et la finance ne peuvent plus se passer l'un de l'autre. La croissance de l'un est devenue nécessaire à la croissance de l'autre.... De plus en plus les mafias passent des accords entre elles pour se partager les marchés » Les mafiosi italiens se mettent d'accord avec les Nigériens pour la traite des êtres humains et le transport de drogues , et avec les Russes pour le blanchiment. Les triades financent leurs trafics internationaux grâce à des joint-ventures. Les mafias s'organisent comme des entreprises transnationales, et s'entourent de juristes et de toutes sortes de spécialistes financiers pour blanchir et investir au mieux. Pour cela ils n'hésitent pas à corrompre les hommes politiques notamment par la prostitution. Dans le monde anglo-saxon, se multiplient les affaires de fraude financière doublées d'affaires de mœurs avec des réseaux de call girls. Au Japon, les Yakusas ont investi massivement dans l'immobilier depuis 1985 , en blanchissant leur argent dans les paradis fiscaux par le biais de crédits, ils ont investi également les 4 premières maisons de titres japonaises, grâce auxquelles l'une des yakusas a pu mettre la main sur la société de chemin de fer Tokyu en 1991...

D'après le PNUD 2002, le produit criminel brut mondial constitue entre 15 % et 20% du commerce mondial , soit 1 200 milliards de dollars par an, dont environ 70 milliards de dollars de la prostitution d'après Sabine Dusch. Le développement en nombre et diversité de transnationales du crime dans le monde entier est spectaculaire (une cinquantaine dans le monde en 2002). Toutes les études montrent que le crime organisé joue un rôle capital dans l'économie mondiale depuis la libéralisation et la financiarisation des marchés. L'explosion de la criminalité économique est, en quelque sorte, intrinsèque à la financiarisation du monde. Les transnationales du crime s'organisent comme les transnationales de production en se diversifiant au maximum, liant souvent trafic de drogues, d'armes, trafic et traite d'êtres humains et prostitution, blanchiment d'argent sale, s'appuyant sur la liberté des flux financiers et l'opacité des paradis fiscaux.

L'industrie du sexe est un des secteurs qui a le plus bénéficié de l'ouverture des frontières aux marchandises et aux capitaux de la mondialisation financière. Elle s'est très vite développée transfrontière (traite, trafic, blanchiment) et a su s'intégrer à des secteurs légaux comme le tourisme, les loisirs, le net, l'immobilier ... tout en se diversifiant (téléphones roses, eros centers, sex shops, tourisme sexuel..) et en se connectant au trafic de drogues et d'armes (entre 76% et 100% de l'industrie du sexe est contrôlée par le crime organisé, exemple dans l'ex URSS, la mafia et au Japon les Yakusas). Cette industrie a profité de la montée des inégalités dues à la mondialisation qui sont à l'origine de la croissance des flux migratoires mais aussi des politiques restrictives d'immigration qui ont permis de rendre plus vulnérables les candidat-e-s à l'émigration et alimenter les marchés de traite et trafic des êtres humains. Sachant que 90% de la traite se fait en vue de prostitution soit, chaque année environ 4 millions de femmes et d'enfants dans le monde, l'augmentation de la prostitution a été facilitée par la mondialisation. La traite des esclaves africains, en 400 ans, a fait 11,5 millions de victimes, la traite en vue de prostitution en Asie du Sud-Est uniquement a fait 33 millions de victimes en 30 ans (UNICEF), soit 3 fois plus, déjà. Les réseaux de prostitution sont aujourd'hui organisés comme des transnationales avec leurs sous-traitants (gangs locaux), leur « mafia mère » et caractérisés par des connections avec d'autres secteurs économiques criminels ou non.

B/ De nouveaux acteurs

1/ Des multinationales ou transnationales possédant et dominant toute la chaîne du marché, de la production de la matière première à la distribution mondiale en passant par le marketing via les media qui leur appartiennent. Exemple Veolia, ex Vivendi , ex Générale des Eaux à la tête d'entreprises de distribution d'eau, de télécommunication, de ramassage des déchets, de journaux... Ces multinationales sont désormais libres de tout agissement sans presque aucune contrainte fiscale,

juridique, sociale ou environnementale. Elles ont développé des cascades de sous-traitants qu'elles tiennent à leur merci, après avoir tué toute la concurrence des PME. Elles ont mis en concurrence tous les travailleurs, sous la menace de délocalisation et de dumping social.

2/ *L'OMC* qui a remplacé en 1995 le GATT (General Agreement on customs'Tarifs and Trade= Accord Général sur les tarifs douaniers et le commerce) issu des accords de Bretton Woods en 1947. L'OMC est la 1^{ère} organisation multilatérale (accords signés entre plusieurs états) dotée du pouvoir de contraindre les pays à respecter les accords signés, grâce à l'ORD (Organe de résolution des Différends), véritable tribunal international ayant le pouvoir d'imposer la primauté des intérêts commerciaux sur tout autre droit soit-il le droit au travail ou tous les autres droits humains

3/ *Des blocs régionaux* qui se multiplient, gagnent en importance : Union européenne, USA-Canada Mexique, Association des Nations de l'Asie du Sud-est, Mercosur (pays d'Amérique du Sud), Communauté pour le développement de l'Afrique Australe....

4/ *Des groupes de coordination des politiques comme le G7*, groupe des 7 pays les plus riches du monde : Allemagne, Canada, Etats Unis, France, Italie, Japon, Royaume Uni qui ont formé le G8 en s'unissant avec la Russie. Comme aussi l'*OCDE* (Organisation des Nations Unies pour le Commerce et le développement Economique). Ces groupes autoproclamés dirigeants du monde imposent leur politique économique de mondialisation libérale à tous les autres pays. Leur credo : « Le libre marché peut s'autoréguler et régler tous les problèmes économiques sociaux et culturels mondiaux sans que les Etats et les citoyens s'en mêlent ». En opposition se sont créés à Cancun en 2003 lors de la réunion interministérielle de l'OMC, le G20, puis le G33 et enfin le G90 composés de pays en développement qui, alliés à la société civile ont pu empêcher les pays riches de piloter la réunion

5/ *Les Institutions Financières Internationales (IFI) comme le Fond Monétaire International (FMI), la Banque Mondiale (BM), les banques régionales de développement, les agences de crédit à l'exportation, la banque européenne d'investissement (BEI)* sont issues des accords de Bretton Woods (1944) pour stabiliser les taux de change et éviter les désordres monétaires comme en 1930 et financer la reconstruction après guerre. En 1960, après la décolonisation, les IFI modifient leurs objectifs et se destinent au développement des pays du Sud, à financer leurs infrastructures et leur agriculture. En 1947, le dollar US y était la valeur de référence car stable et convertible en or. Mais le système capitaliste, aux USA, fin des années 60, traversa une crise profonde : baisse des taux de rentabilité du capital avec accroissement du chômage. La parade du gouvernement américain fut d'accorder la *liberté totale de circulation des capitaux, d'accroître le taux d'intérêt, de suspendre la convertibilité du dollar et de laisser flotter leur monnaie à partir de 1971. ce fut l'acte fondateur de la mondialisation néolibérale*. Les taux de change des 3 principales monnaies : US dollar, deutsche mark, yen, furent alors déterminés par le marché et non plus par les banques centrales. Aujourd'hui 60% du commerce mondial et 80% de opérations de change interbancaires se font en US dollars.

Après les crises pétrolières de 73 (quadruplement du prix du pétrole) et 79, le FMI et la BM, à la demande du G7, incitèrent les pays en développement à emprunter de grosses sommes auprès des pays producteurs de pétrole qui voulaient recycler leurs pétrodollars, et auprès des banques occidentales qui prêtaient à des taux d'intérêts variables très élevés aux pays du Tiers Monde, spéculant sur la hausse des prix des matières premières. Tout cela va jouer un rôle décisif dans la crise de la dette, car lorsque les prix des matières premières chutèrent début 1980, les gouvernements des pays endettés demandèrent l'aide du FMI et de la BM pour rembourser leur dette et durent se plier à toutes les exigences et conditionnalités des IFI pour obtenir leur crédit. Les IFI se firent alors les champions du néolibéralisme en asservissant définitivement les pays du Tiers Monde au capitalisme de plus en plus libéral, par 2 moyens : le rééchelonnement de la dette (paiement des intérêts et non du capital) et les Plans d'Ajustement Structurel (PAS). Leur conditions pour prêter : économies budgétaires sur le social santé et éducation, privatisation des services publics, augmentation des exportations, baisse des importations, ouverture aux transnationales pour l'exploitation des ressources naturelles. Ainsi les pays du Sud se sont lancés dans l'extraction massive de leurs matières premières, la monoculture d'exportation au détriment des cultures vivrières, ont baissé leurs barrières douanières et laissé libres de tout agissement les multinationales. **Autant les PAS que les investissements des IFI ont eu le**

plus souvent des conséquences négatives sur le social , l'environnement, les conditions de vie des plus pauvres donc des femmes. Par exemple, en Thaïlande, la réduction des dépenses de santé et d'éducation a eu pour effet d'augmenter la prostitution et le sida. Entre 1968 et 1980 la dette extérieure des pays du Tiers Monde a été multipliée par 12, puis encore par 5 jusqu'à ce jour. Le service de la dette en 2004 était de 374 milliards de dollars, soit 5 fois plus que l'aide publique au développement (75 milliards).

Les IFI sont aux mains des pays créanciers qui imposent, sous la direction du G8 et de l'OCDE, des plans d'ajustement structurel aux pays débiteurs, les obligeant à faire des coupes sombres dans leurs budgets sociaux.

Ces IFI sont caractérisées par un déficit démocratique (1 dollar = 1 voix), l'opacité entourant les études et les prises de décision, la concentration des pouvoirs pour les pays industrialisés (alors que+ de 180 pays sont membres du FMI, 6 d'entre eux (USA, GB, D, F, Japon, Arabie Saoudite) ont 44% des voix et le Directeur Général est depuis l'origine un européen.

Même système à la BM où les 24 pays de l'OCDE contrôlent les 2/3 des votes et où le DG est toujours américain. Les conseils d'administration des banques multilatérales régionales sont contrôlés par des pays extérieurs à la région, ce qui permet aux entreprises de ces pays industrialisés d'être cooptées pour réaliser les projets dits de développement.

On le voit bien, aider au développement, n'est pas la priorité des pays du Nord à travers les IFI, mais plutôt trouver des débouchés pour leurs entreprises. Et voilà comment les flux de ressources du Sud vers le Nord , comme à l'époque de la colonisation où se construisait le développement du Nord sur les richesses du Sud est maintenu aujourd'hui par les IFI. Certains pays du Sud qui ont voulu s'affranchir des conditionnalités des prêts, ont été mis sur une liste noire et n'ont plus de transfert de technologie, ni de capitaux et ont leurs crédits à l'exportation ou à l'importation bloqués. Et pourtant ils persistent, comme la Malaisie qui taxa les sorties de capitaux pendant la crise financière qui toucha toute l'Asie du Sud-est en 97 et sortit plus vite de la crise que tous les autres. De même l'Ouganda, contrairement aux conditions des PAS, a supprimé les frais de scolarités et a vu aussitôt une hausse de la scolarisation, surtout des fillettes.

6/ Les clubs de Paris et de Londres, gestionnaires de la dette des pays en développement (émergents, pauvres, du Sud, en voie de développement...)

Le club de Paris, dont le France assure la présidence, coopère avec le FMI et regroupe les états créanciers pour définir des politiques communes face aux pays endettés comme le rééchelonnement de la dette.

Le Club de Londres coopère aussi avec le FMI, regroupe des banques créancières et examine les facilités de paiement octroyées aux débiteurs en difficulté.

Ces deux clubs participent à la logique actuelle du système financier international fondé sur la domination absolue des pays riches.

7/ Un tribunal Pénal International encore timide

8/Réseau international d'associations non gouvernementales et de mouvements sociaux, notamment le mouvement altermondialiste et féministe, dénonçant l'état du monde et proposant d'autres modèles de développement et d'échanges, utilisant les technologies de l'information

9/ L'arrivée au pouvoir d'antilibéraux en Amérique Latine (Venezuela, Bolivie, Equateur, Brésil, Cuba) et la création de la Banque du Sud (2007)

10/ L'entrée de la Chine et de l'Inde dans la mondialisation financière

C/ De nouvelles règles

1/ Diffusion de l'économie de marché à travers le monde, avec une tendance à la libéralisation et privatisation plus forte que par le passé (ex :FranceTélécom, marine marchande, transport aérien, prisons aux USA, éducation+train+aviation civile au RU)

2/ *Le moins d'intervention possible de l'état et des citoyens*

3/ *Le moins de contraintes fiscales, juridiques, sociales et environnementales pour les transnationales*

4/ *Le démantèlement des lois anti-trust* ont entraîné massivement les fusions et les acquisitions par les Offres Publiques d'Achat sauvages, responsables de plans « sociaux » de restructuration, synonymes de chômage pour des milliers de personnes.

5/ *Le Consensus de Washington*, né sous la plume de l'économiste britannique John Williamson, au début des années 90, est la synthèse de la doctrine néolibérale qui a été imposée par la finance internationale aux pays en voie de développement pour les forcer à s'intégrer à la mondialisation libérale, dont les principes sont :

- équilibre budgétaire et baisse des prélèvements fiscaux
- libéralisation financière, fixation des taux d'intérêt par le marché
- libéralisation commerciale avec suppression des barrières douanières
- ouverture totale des économies aux mouvements des capitaux et à l'investissement direct
- privatisation de l'ensemble des entreprises
- dérégulation, c'est-à-dire élimination de tous les obstacles à la concurrence
- protection légale des droits de propriété intellectuelle des multinationales

En résumé : stabilisation- libéralisation- privatisation

Ce consensus est la bible des politiques menées par les IFI.

Cette doctrine a fait des dégâts terribles, contribuant à des crises financières à répétition comme au Mexique en 94-95, en Asie du SE en 97, en Russie et Brésil en 98, en Turquie et en Argentine en 2001. Elle est responsable de grands déséquilibres au sein des pays en développement par des déstabilisations dues à l'ouverture et à la libéralisation sauvages, mais aussi dans les pays riches comme la crise immobilière nord-américaine en 2007

6/ *Accords et conventions internationales* sur l'environnement (Kyoto) et le développement mondial, signés mais non appliqués (protection de la biodiversité, élimination des déchets dangereux, arrêt de la désertification, changement climatique, éradication de la faim, lutte contre les pandémies...) ainsi que sur les droits humains. Un des plus importants est le Traité de Palerme de Décembre 2000 de lutte contre la criminalité transnationale organisée dont la traite et le trafic des êtres humains.

7/ *Accords multilatéraux dans le domaine des échanges* : Partenariat euro méditerranéen entre l'Europe et les pays du Sud et de l'Est de la méditerranée (1995), Accord de Libre Echange du Nord de l'Amérique (ALENA) entre USA, Canada, Mexique ; ZLEA (Zone de libre échange des Amériques entre USA, Canada et les 34 pays d'Amérique du Sud sauf Cuba, accords récents entre l'Asie du SE et la Chine pour créer en 2010 une zone de libre échange appelée communauté de l'Asie orientale comprenant l'Association des nations de l'Asie du SE (ASEAN) avec la Chine, le Japon et la Corée du Sud.

8/ *Nouveaux accords multilatéraux signés dans le cadre de l'OMC* : sur les services (AGCS) encore en discussion, visant à privatiser tous les services tels que la santé, l'éducation, l'eau, l'énergie, les transports... Sur la propriété intellectuelle (ADPIC) visant à breveter tout le vivant, les accords sur les télécommunications, tous plus contraignants que par le passé et décidés au sein de l'OMC.

9/ *Multiplication des accords bilatéraux* (pour pallier à l'échec des accords multilatéraux), comme les Accords de Libre Echange (ALE) ou Accords de Partenariat entre l'Europe et l'Afrique du Sud (Jan2000), ou le Mexique (Oct2000) ou l'Argentine ou le Chili, ou la Corée ou l'Inde (Av2007) ou les Etats Unis (Partenariat Economique Transatlantique, Av 2007) ou les pays les moins avancés de l'Afrique (Accords de Partenariat Economique, 2007) nouveaux vecteurs de libéralisation du commerce des biens et des services. De même se multiplient depuis 2004 les Traités de Libre Echange bilatéraux (ex Canada- Pérou en 2008, Etats Unis -Maroc en 2006, Etats Unis- Chili en 2004, Etats-Unis- Pérou en 2006, Japon- Indonésie en 2007, Japon- Mexique en 2004, Japon- Philippines en 2006)

Comme vous pouvez le constater, cette **mondialisation** est surtout **économique et financière**. Elle est basée sur la réduction des barrières commerciales, la libéralisation des capitaux, l'élimination des restrictions sur les investissements à l'étranger, autrement dit basée sur le néolibéralisme, suite du capitalisme, avec son cortège de privatisations, fusions, restructuration et chômage. Cette mondialisation progresse très rapidement, mais l'intégration des individus à l'économie mondiale et à la technologie mondiale se font de façon inégale et déséquilibrée. Les nouvelles règles et les nouveaux acteurs sont uniquement axés sur l'intégration des marchés mondiaux et le profit à court terme, négligeant les besoins des individus que les marchés ne sont pas en mesure de combler, notamment ceux de plus de 3 milliards de terriens qui vivent avec moins de 2 dollars par jour. Ce processus concentre le pouvoir et marginalise les pays et les individus pauvres et aggrave les inégalités notamment les inégalités hommes-femmes .

La montée des inégalités.

Notre planète est aujourd'hui 40 fois plus riche qu'en 1900 et 4 fois plus qu'en 1980. L'indicateur de développement humain publié par le PNUD en 2006 montre que 18 pays comprenant 460 millions d'habitants ont régressé depuis 1990. 12 des 18 pays se trouvent en Afrique Subsaharienne, les 6 autres pays ayant subi un recul sont des états de la CEI ex URSS : Tadjikistan, Ukraine, Russie entre autres . Plus d'1 milliard de personnes vivent avec moins d'1 dollar par jour. Dans les pays les plus pauvres de l'Afrique Subsaharienne le revenu moyen est tombé de 62 cents US par jour en 90 à 60 cents US par jour en 2001. Plus de 11 millions d'enfants âgés de moins de 5 ans continuent de mourir chaque année de maladies pouvant être évitées, 115 millions d'enfants sont toujours non scolarisés , plus d'1 milliard de personnes n'ont pas accès à l'eau potable et 2,6 milliards de personnes n'ont pas de sanitaires . Plus de 852 millions de personnes souffrent de famine dont 450 millions de paysans. 246 millions d'enfants travaillent.

Les inégalités d'après l'ONU sont allées de pair avec la mondialisation et sont plus prononcées aujourd'hui qu'il y a 30 ans ou même 10 ans. Elles ont eu des conséquences négatives dans de nombreux domaines comme l'emploi, la sécurité de l'emploi, les salaires. Les salaires réels minima baissent alors que les revenus les plus élevés augmentent fortement, avec d'énormes disparités en matière d'éducation et de santé . Des millions de personnes travaillent mais demeurent pauvres. Près du quart des travailleurs du monde ne gagnent pas assez pour s'élever avec leur famille au delà du seuil de pauvreté soit 1 dollar par jour. Dans les pays du Nord, le phénomène des travailleurs pauvres s'amplifie.

D'après le rapport mondial 2007 du PNUD, les inégalités globales sont passées entre 1970 et 2005 d'un rapport de 20 à 50 et « Les deux domaines prioritaires susceptibles de faire reculer les inégalités sont d'une part l'emploi et les revenus, d'autre part l'autonomisation et les droits des femmes. En effet les discriminations envers les femmes sont une ligne de faille qui traverse toutes les sociétés du monde. » La discrimination fondée sur le sexe commence à la naissance et se perpétue tout au long de la vie. Les femmes sont invariablement les moins payées, ont moins accès à l'éducation et aux ressources naturelles.

La situation des femmes est un bon indicateur de l'état du progrès social des sociétés, ainsi 3/5 des 115 millions d'enfants non scolarisés sont des filles et les 2/3 des 876 millions d'analphabètes sont des femmes. Regardons comment la mondialisation a amplifié les inégalités de genre et c'est appuyé sur ces inégalités pour s'enrichir. Dans les 40 dernières années, la participation des femmes à la vie active s'est accrue partout dans le monde, 70% des femmes du Nord travaillent contre 60% du Sud , elles sont 40% de la main-d'oeuvre totale. Certains pays les présentent dociles, flexibles, peu coûteuses comme un atout pour les Investissements Directs à l'Etranger, incitant les usines à voyager essentiellement vers les femmes pauvres des Suds. Nous aurions pu supposer que la pauvreté des femmes aurait d'autant plus reculer qu'elles obtenaient un salaire, et pourtant....

Féminisation de la pauvreté

Depuis quelques années, tous les organismes internationaux s'accordent à reconnaître la féminisation de la pauvreté – aujourd'hui les femmes sont 70% des pauvres de notre planète et 60% des travailleurs pauvres(1/4 des travailleurs totaux) gagnant moins d'1 dollar par jour.

La féminisation de la pauvreté est à rapprocher dans les 40 dernières années, de la croissance de la participation des femmes à la vie active partout dans le monde. L'entrée massive des femmes des Suds sur le marché du travail a été faite sur la base de salaires très bas et de conditions de travail indignes, ne leur permettant pas de sortir vraiment de la pauvreté et exacerbant les inégalités déjà existantes.

Ce phénomène est accompagné de la féminisation des migrations (elles sont 51% des migrants vers les pays riches et 2/3 des réfugiés), de l'augmentation de la traite et du trafic des femmes, de l'esclavage et du travail forcé, et de la croissance des inégalités.

D'après le rapport sur la situation sociale dans le monde en 2005 de l'ONU, les inégalités sont allées de pair avec la mondialisation, (5% de la population mondiale possèdent plus des 3/4 des richesses de l'humanité et 2°/°° contrôle la moitié de la capitalisation boursière mondiale). Ces inégalités sont plus prononcées qu'il y a 10 ans, notamment les salaires minima baissent alors que les revenus les plus élevés augmentent fortement, avec des conséquences négatives sur l'emploi, la sécurité de l'emploi et les salaires, creusant l'écart entre économie structurée et informelle et entre travailleurs qualifiés et non qualifiés. Sachant que les femmes sont surreprésentées dans l'économie informelle et les emplois non qualifiés, les inégalités hommes-femmes ont été aggravées. La pauvreté entraîne aussi des inégalités dans l'espérance de vie (32,5ans pour les Zambiennes en 2002 contre 43,4 en 1995, 33,5ans contre 49,9 au Zimbabwe, contre plus de 80 ans pour les femmes occidentales), la santé (les femmes sont les principales victimes du Sida, en Afrique Subsaharienne, 76% des personnes de 15 à 24 ans infectées sont des femmes), la nutrition et l'éducation, non seulement entre hommes et femmes mais aussi entre femmes des Suds et femmes du Nord.

Géographiquement, les femmes d'Afrique subsaharienne, de Madagascar et d'Asie du Sud sont les premières touchées, ainsi que les Femmes de l'Europe de l'Est, d'Asie centrale et du Caucase. En Amérique latine les femmes autochtones et celles d'ascendance africaine vivent plus que les autres dans la pauvreté.

Socialement, les migrantes, les handicapées, les femmes chefs de famille monoparentale, les chômeuses, les sans domicile, les précaires à temps partiel, les rurales, les moins de 25 ans et les plus de 55ans sont plus souvent pauvres que les autres femmes.

D'après le rapport de la Commission de la Condition de la Femme des Nations Unies sur la promotion économique de la femme, présenté en Mars 2006 lors de la 50^{ème} session, le taux de participation des femmes à la vie économique n'a cessé d'augmenter depuis 1989, sauf en Europe Orientale et Centrale, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord où il reste inférieur à la moyenne mondiale. Mais ce fut accompagné d'un taux de chômage plus élevé pour les femmes que les hommes, des salaires plus bas (80% du travail féminin n'est pas rémunéré en Amérique Latine et Caraïbes; au Mexique les femmes gagnent entre 45% et 70% des salaires des hommes), la détérioration des conditions d'emploi, surtout en raison de la précarité des contrats et du manque de protection sociale. Les moins qualifiées sont les plus vulnérables, avec une forte instabilité de l'emploi et des salaires très bas, des horaires flexibles et extensibles, sans avantages sociaux ou aide publique pour les décharger du travail domestique. De plus, les législations du travail ne les protègent pas, surtout les femmes migrantes, les femmes handicapées et celles qui travaillent à domicile.

Le plus inquiétant, étant la surreprésentation des femmes dans le temps partiel au Nord et le travail informel, dit non-structuré ou vulnérable, au Sud; leur sous représentation, pratiquement leur absence, des instances de décisions économiques et politiques et des postes de responsabilité, ainsi que la persistance des stéréotypes sexistes au niveau professionnel et familial.

Les causes de la pauvreté des femmes

La pauvreté des femmes vient essentiellement de leur statut dans les deux systèmes dominant actuellement notre société-monde : le patriarcat et le néolibéralisme. Les deux se complètent souvent pour maintenir les femmes en état de pauvreté. L'un pour conserver tous les pouvoirs privés et publics, matériels et spirituels, politiques, économiques et culturels et le second avoir une réserve de main d'œuvre bon marché et docile. La troisième cause de la pauvreté des femmes est la guerre qui les spolie de tous leurs biens, leur enlève leur travail (voir les Irakiennes) et leur citoyenneté, les jette dans des camps de réfugiés et leur fait subir des violences extrêmes. Depuis 1945, plus de 170 guerres dans le monde et essentiellement dans les pays en développement ont eu lieu.

A/Le patriarcat :

1/Basé sur des Rapports sociaux de genre déséquilibrés, le patriarcat s'est historiquement construit au cours du temps, sur une soi-disant infériorité des femmes.

Les femmes continuent dans certains pays, d'avoir un **statut de mineures** de par les lois nationales ou les codes religieux, au sein de leur famille et dans la sphère publique.

De ce fait elles sont exclues des richesses transmises par l'**héritage** notamment au Moyen Orient et dans les pays arabes ; bien que de nouvelles lois au Kenya, Maroc, Rwanda, Botswana, Liberia, Bahamas aient été promulguées, la famille s'arrange encore pour les déshériter.

2/Dans la plupart des pays du Nord, comme dans les pays des Suds, les femmes ne sont pas considérées en tant qu'individu à part entière mais en tant **que fille, épouse ou mère**. Ce qui les empêche quelquefois de travailler ou d'avoir **accès à la propriété**, aux **crédits** ou à la **terre** (seulement 1% des terres du monde appartiennent à des femmes), aux **ressources naturelles**. Elles sont en permanence sous la **tutelle d'un homme**.

3/Le droit à l'**éducation** leur est encore dénié, malgré les efforts annoncés ces dernières années par des conventions internationales ou des programmes nationaux. Seuls 52 pays ont réussi en 2005 à atteindre la parité scolaire (UNESCO). Les femmes représentent encore la majorité des analphabètes du monde.

4/De par les rôles établis par le patriarcat, les femmes supportent encore pratiquement seules le poids de l'organisation familiale et **du travail domestique**, dont l'apport économique majeur n'est jamais pris en compte dans les économies nationales ou internationales. Ce travail n'étant pas rémunéré et prenant la majeure partie du temps physiologique des femmes, il ne leur reste que peu de temps et d'énergie à consacrer au travail rémunéré. De plus les hommes qui partagent leur vie, ne partagent pas ou peu avec elles les tâches parentales et domestiques.

5/ Des **stéréotypes sexistes** issus du patriarcat continuent à conditionner l'orientation scolaire et professionnelle des filles et des femmes vers des **filières dites féminines**, tournées vers les services, peu qualifiantes et peu rémunérées, au détriment de carrières scientifiques.

6/ Dans les pays riches, ces mêmes stéréotypes font que les femmes - pourtant plus diplômées que les hommes - sont très **minoritaires dans les postes de cadres ou de dirigeantes** (seulement 6% de femmes dans les CA du CAC40)

7/ Cependant, il faut reconnaître que sous la pression des féministes **des textes de loi internationaux et nationaux visant à l'égalité homme-femme ont été adoptés, mais ils restent inappliqués et les mentalités n'ont pas changé et même quelquefois régressé.**

8/ La montée **des intégrismes** tous chantres du patriarcat, font reculer les droits des femmes et sous prétexte de différenciation culturelle et de préservation des traditions ce sont souvent les femmes elles-mêmes qui transmettent ces valeurs à leurs enfants et s'auto maintiennent dans la dépendance et la pauvreté.

B/ Le Néolibéralisme

La pauvreté est aussi une des conséquences du modèle économique compétitif qui vise uniquement à faire du profit, baisser les coûts, à ignorer la qualité des produits et des ressources humaines ainsi que les droits humains. En fait pour baisser le coût des salaires, les tenants du néolibéralisme, ont mis en concurrence tous les travailleurs et surtout toutes les travailleuses de notre planète, en utilisant à outrance les délocalisations et les inégalités déjà existantes : Nord/sud, hommes/femmes, ce que j'appelle la **mondialisation du marché du travail**. Ils se sont tournés vers un salariat bon marché et docile, c'est à dire le salariat féminin, sachant qu'ils s'appuyaient sur des schémas sexistes patriarcaux que les hommes ne remettraient pas ou peu en cause. Le nombre de travailleuses a augmenté de 200 millions en une décennie (rapport BIT Mars2008) « *Les femmes continuent de rejoindre les rangs de la population active en grand nombre. Ces progrès ne doivent pas dissimuler les inégalités flagrantes*

qui persistent sur les lieux de travail de part le monde, confinant les femmes dans des emplois à faible productivité, mal rémunérés, sans protection sociale, ni droits fondamentaux, ni possibilité de s'exprimer » (Juan Somavia, Directeur Général du BIT Mars 2008)

Dans un premier temps, l'entrée sur le marché du travail a émancipé les femmes financièrement et quelquefois aussi de la tutelle familiale (voir le cas des indiennes musulmanes travaillant dans les usines de chaussures d'exportation qui ont réussi à obtenir la liberté de sortie et de mariage), **mais les a soumis à une nouvelle domination : celle de l'employeur et de la finance internationale, et à de nouvelles discriminations et violences, liées aux violations massives des droits du travail .**

La mondialisation du marché du travail, entraînant l'entrée massive des femmes sur ce marché, est à l'origine au Sud des créations des zones franches d'exportation , du développement du travail informel et des migrations et au Nord de l'augmentation du temps partiel , des contrats précaires . Mais aussi, la liberté de circulation des capitaux, les restrictions à la liberté de circulation des personnes et la pauvreté ont permis l'explosion de la criminalité transnationale organisée, dont la prostitution, la traite et le trafic des êtres humains, en particulier des femmes.

1/Travail précaire dans les Zones Franches d'Exportation (ZFE) au Sud

Suite aux accords commerciaux internationaux et pour permettre les délocalisations , ont été créé des zones franches d'exportation, caricatures du nouveau modèle de salariat prôné par le néolibéralisme en Amérique latine, Caraïbes, Asie, Afrique du Nord (aujourd'hui ce même système s'implante dans les pays Est européens). Les multinationales d'abord, puis leurs sous traitants s'installent dans ces zones où ils jouissent d'avantages fiscaux et matériels importants et d'une très grande tolérance sur leurs agissements. Dans ces zones ont été suspendues les législations du travail, de protection de l'environnement, de la protection sociale et du droit syndical. Les salaires y sont bas même s'ils sont au dessus des salaires minima , les conditions de travail pénibles et quelquefois dangereuses, c'est pourquoi le salariat féminin y est le modèle idéal : soumis, docile, endurant, bon marché, pas ou peu syndiqué. Il y a plus de 3000 ZFE dans le monde, employant plus de 43 millions de personnes dont 70% à 90% sont des femmes de 14 à 28 ans, dans les secteurs du textile, de l'électronique, de l'assemblage de fournitures importées. Ainsi ce sont développées les maquilas ou maquiladoras au Mexique et au Guatemala.

Tous les témoignages sur les conditions de travail dans les ZFE sont unanimes : humainement indignes, brimades, violations des droits syndicaux, journées dépassant 8H de travail , insalubrité, maladies respiratoires , baisse de la vue, allergies, dépressions. Le temps moyen de travail des femmes dans ces ZFE n'excède pas 7 ans, tant c'est épuisant physiquement et moralement. Dans les maquiladoras, si elles sont enceintes, elles sont licenciées du jour au lendemain sans indemnité .

Ainsi, que ce soit en ZFE, dans le secteur formel ou informel, les salaires des femmes sont toujours inférieurs à ceux des hommes, pour le même travail et leur taux de chômage supérieur à celui des hommes. En cas de crise économique grave ou de fluctuation du marché, les femmes sont les premières à être débauchées (en Corée du Sud, lors de la 1^{ère} crise économique, plus de femmes ont été licenciées que d'hommes pour laisser l'emploi au « chef de famille ») Ainsi les femmes licenciées des ZFE se retrouvent dans le travail informel.

2/Travail informel au Sud

Définition (adoptée en 1993 à l'ONU) : Les entreprises non enregistrées au dessous d'une certaine taille, les personnes rémunérées et non rémunérées des entreprises informelles (fermes, affaires familiales) et les travailleurs occasionnels sans emploi fixe.

Les femmes y sont majoritaires dans le travail à domicile, la vente de rue.... Elles représentent 50% à 75% des emplois non-agricoles dans les PVD, sauf en Afrique du Nord.

Depuis 20 ans, le travail informel s'est vite développé, 60% des emplois urbains en Afrique et en Asie, 25% en Amérique Latine. En tenant compte de l'agriculture, les 3/4 de tous les emplois en Afrique et Asie, la 1/2 en AL sont informels. Ils représentent 45% à 60% du PNB hors agriculture dans les PVD. Selon l'ONG (Women in Informal Employment Globalizing and Organizing) la majorité des femmes actives dans les PVD, le sont dans l'informel. En Inde et Indonésie, hors agriculture, 90% des femmes actives le sont dans l'informel. Ce chiffre atteint 97% en Afrique subsaharienne(Mali, Tchad, Bénin).

Que dire du travail informel dans l'agriculture si ce n'est que nous y retrouvons aussi une majorité de femmes : elles réalisent 75% des travaux agricoles, essentiellement des cultures vivrières, en Afrique

pour 1% des crédits. Les femmes des zones rurales produisent plus de 50% des denrées alimentaires cultivées dans le monde et ceci surtout dans le secteur informel.

Elles sont rarement payées et sont chargées de nourrir leur famille tout en étant écartées des terres fertiles au profit des cultures d'exportation pour rembourser la dette ou se conformer aux Plans d'ajustement Structurel du FMI. Travail de plus en plus difficile et éloigné du domicile, pour moins de rendement. Il n'est pas rare qu'elles doivent faire appel à la main d'œuvre familiale, souvent leurs filles pour les aider aux champs. Exemple de la spirale sociale descendante sexiste, conséquence de la mondialisation néolibérale.

Le travail informel est de la survie, ne fournissant aucune protection sociale, ni assurance maladie, ni garantie de revenus réguliers, ni sécurité d'emploi, ni droit à la retraite. Il est aussi le résultat de la sous-traitance voulue par le secteur formel et ses faibles coûts alimentent les profits des transnationales (ex : couturières à domicile). Les revenus sont très inférieurs à ceux du formel et l'écart de salaires entre Hommes et Femmes y est plus grand. Il a été mis en évidence un lien direct entre travailler dans l'informel et être pauvre. L'économie du « sweatshop » usine à sueur, du travail à domicile ou en arrière-cour comptait 200 millions de personnes en 1995, c'est à dire plus de travailleurs, en majorité des femmes, que l'ensemble des zones franches. Malgré les difficultés d'organisation des travailleuses à domicile, du fait de leur éparpillement, il existe quelques exemples réussis de création de syndicats. L'association « Self Employed Women's Association » fondée en Inde a réussi en 96 à pousser le Bureau International du Travail à établir une convention reconnaissant aux personnes travaillant à domicile le droit à un traitement égal aux autres salariés et à un salaire minimum. Aujourd'hui, la lutte continue pour obtenir l'application de cette convention.

Le travail informel qui est très développé dans les Pays en Voie de Développement, au Sud, gagne aujourd'hui les pays riches, voir les laveurs de vitre aux feux rouges qui sont présents dans toute l'Europe.

Une nouvelle forme de travail informel est apparue depuis peu : le télé travail où là aussi les postes les moins qualifiés et les moins payés sont réservés aux femmes sans protection sur la charge et la durée du travail.

3/Cas des femmes de l'Est

Autrefois incluses dans les femmes du Nord, depuis la chute du mur de Berlin, les femmes de l'Est sont devenues des femmes des Suds. Le passage à l'économie de marché a augmenté la pauvreté et les inégalités et s'est traduit par un important glissement d'emplois du secteur formel vers l'informel et le précaire. Les salaires ont baissé, le chômage augmenté et dépasse aujourd'hui 20% de la population active. En Fédération de Russie en 2004, le chômage féminin dépasse 46%. Au Kirghizistan, la transition vers l'économie de marché a entraîné le chômage généralisé et touche particulièrement les femmes à cause des suppressions d'emploi dans le secteur social et aussi de la suppression des crèches....

Dans presque tous les pays en transition, en dépit de la croissance du secteur privé, le nombre d'emplois a diminué, touchant plus de la moitié des femmes. Depuis 1989 sur les 26 millions d'emplois disparus, 14 millions étaient féminins.

Les pays de l'Est encourageaient traditionnellement l'activité des femmes, par des politiques familiales adaptées (crèches, services sociaux). En Russie en 89, les femmes étaient 60% de la main d'œuvre qualifiée, notamment dans le secteur scientifique, la médecine, l'ingénierie. Certaines de ces femmes, aujourd'hui, ont été recyclées dans des emplois traditionnellement féminin de prestation de soins ou ont émigré en Europe de l'Ouest vers des emplois scientifiques temporaires et sous-payés, ou même quelquefois se sont retrouvés dans des réseaux de prostitution mafieux.

4/Quand la précarité perdure dans leur région ou leur pays les femmes émigrent

Elles migrent des zones rurales paysannes vers les zones rurales de l'agro-industrie ; des zones rurales vers les zones urbaines vers les services, les usines et les ZFE ; des pays pauvres vers un pays plus riche. Elles sont 51% des migrants vers les pays riches. Et si elles trouvent des salaires supérieurs, elles y trouvent aussi plus de discriminations. Avec le renforcement des lois anti-immigration dans les pays riches, elles sont de plus en plus nombreuses à grossir les rangs des sans-papiers et des esclaves modernes (prostituées ou travail forcé) des réseaux mafieux de passage clandestin, de traite des êtres humains.

Les migrantes les moins qualifiées ont des emplois saisonniers (voir les marocaines et les roumaines employées en Andalousie pour la récolte des fraises, les mexicaines dans le maraîchage nord-américain ...), font la cueillette des fruits et légumes, ou confectionnent des vêtements, conditionnent des produits alimentaires, nettoient les hôtels et les restaurants, sont aides soignantes dans les maisons de retraite et les cliniques, gardent les enfants et les personnes âgées. Très peu sont déclarées et ont une protection sociale.

Les plus qualifiées d'entre elles se trouvent cantonnées dans des emplois de service, ou sous qualifiées par rapport à leurs compétences. Les médecins deviennent infirmières ou aides soignantes ; les ingénieures , techniciennes ; les chercheuses, assistantes.... Perdant peu à peu leurs compétences..... La plupart du temps en contrat temporaire ou à temps partiel....

Donc, même si elles touchent plus d'argent que dans leur lieu d'origine, elles n'ont pas la sécurité de l'emploi, ni un emploi à la hauteur de leurs compétences et elles risquent d'être confinées dans les plus bas salaires de leur lieu d'immigration. Précaires parmi les précaires.... Et pourtant, ce sont les migrantes qui luttent le plus contre la pauvreté dans leur pays d'origine par les transferts de fonds et d'expérience. En effet des études ont montré que les transferts de fonds des émigrés dépassent partout les Investissements Directs à l'Etranger et l'Aide publique au Développement des pays riches, et ce sont les femmes migrantes, qui gagnent souvent moins que les migrants, qui envoient le plus d'argent à leurs proches restés au pays.

5/Travail temporaire et à temps partiel au Nord

Ils sont vecteurs de précarité et de pauvreté, car sous-payés et mal protégés. Les femmes représentent la majorité des travailleurs temporaires, à temps partiel. Le temps partiel et les contrats précaires n'ont fait qu'augmenter depuis 15ans, sous l'influence des politiques d'allègement des cotisations sociales pour les entreprises, ceci pour mettre en place la flexibilité du temps de travail et de la main d'œuvre, prônée par le néolibéralisme, et permet ainsi de reporter une grande partie du risque de fluctuation du marché sur les salarié-e-s.

En Europe , l'emploi à temps partiel représente 18% de l'activité totale dont 34% de l'activité totale des femmes et 7% de celle des hommes . En France , les femmes sont 83% des travailleurs à temps partiel. Le temps partiel s'appuie sur les stéréotypes sexistes basés sur l'inégal partage des tâches domestiques et parentales, hypocritement présenté comme une souplesse offerte aux femmes pour concilier vie professionnelle et vie familiale mais qui en fait n'est qu'au seul profit des entreprises. La relation est très forte entre emplois à temps partiel et emplois non qualifiés à bas salaires (nettoyage, services, petit commerce) ; en France, 80% des bas salaires sont des femmes dont 74% à temps partiel. Enfin les salarié-e-s à temps partiel ont surtout des contrats à durée déterminée et ont accepté un temps partiel en majorité pour sortir du chômage. Le temps partiel est l'une des causes principales des inégalités professionnelles hommes-femmes : notamment de l'écart moyen de 25% (rapport 2004 Droits des Femmes et Egalité des Chances) entre les salaires des hommes et des femmes, mais aussi du cantonnement de nombreuses femmes dans les bas et très bas salaires et par conséquent de l'écart moyen de 40% entre les retraites des hommes et des femmes.

6/Elles sont la majorité des chômeurs. D'après le rapport BIT de Mars 2008 sur l'emploi des femmes, au niveau mondial , le taux de chômage des femmes est de 6,4% contre 5, 7% celui des hommes. Au nord comme au Sud, les femmes sont les premières à être licenciées lors des crises financières. (Mexique, Corée, délocalisation du textile en Occident...)

7/Inégalité des salaires

Se conformant aux principes du patriarcat, le néolibéralisme considère que pour un même travail, une femme doit être moins payée. Ainsi partout au Nord comme au Sud, l'écart des salaires entre les hommes et les femmes existe et peut atteindre 80%. Les lois y remédiant manquent singulièrement de contraintes et de sanctions , dans la plupart des pays.

8/ Discrimination à l'embauche et dans la carrière

Dans le monde entier, les femmes n'ont pas accès à tous les métiers et sont souvent cantonnées dans des métiers dits «féminins » essentiellement de services , à cause des stéréotypes sociaux et culturels sexistes, mais aussi de l'inégalité d'accès des hommes et des femmes à l'éducation et à la formation.

Partout les postes de décision et de responsabilité, de cadres leur sont refusés ou distribués au compte goutte (plafond de verre) sous prétexte de grossesse ou de non disponibilité chronique.

Il y a une quasi absence des femmes dans les postes de pouvoir décisionnels dans les entreprises publiques et privées. Ainsi au Portugal, les femmes n'occupent que 6% des postes de direction dans les 50 plus grandes entreprises publiques, elles se retrouvent en plus grand nombre dans les postes importants des petites entreprises, ainsi la moyenne du pays est de 32% de participation des femmes aux postes de responsabilité. Au niveau mondial d'après le rapport du PNUD 2006 seulement aux Philippines avec 58% des postes de décision les femmes dépassent les hommes ; en Tanzanie les femmes occupent 49% des postes direction ou de responsabilité suivie de la Barbade (43%), des USA, de la Lituanie et de la Lettonie (42%), des Bahamas (40%), de l'Irlande (37%), du Canada (36%), aux dernières places se trouvent le Pakistan (2%), le Yémen (4%), les Emirats Arabes Unis (6%), la Corée du Nord (7%), la Turquie (7%), l'Égypte (9%), les territoires palestiniens (11%), l'Iran (13%), le Cambodge (14%).

En Europe, les femmes chefs d'entreprises ou indépendantes avec des salariés sont peu nombreuses et l'écart relatif augmente dans le cas des indépendants avec salariés des secteurs de l'industrie et des services, 3% sont des femmes contre 7,5% des hommes. Les femmes occupent deux fois moins des postes d'encadrement que les hommes et trois fois moins de postes de direction. Dans les faits, la proportion de femmes décroît avec la hausse du niveau hiérarchique. En 2000, 10% des actifs hommes dans l'UE occupent des postes de cadres contre un peu moins de 6% des femmes. Les postes de directeurs sont occupés par une femme pour trois hommes, rapport similaire chez les cadres de direction, de production et d'opération. Par contre, les Européennes sont plus présentes dans la catégorie « autres cadres de direction » ou « dirigeants et gérants ». Ainsi, la France compte 2,7% de dirigeantes et gérantes contre 3,8% pour les hommes. La part des cadres est variable selon les États membres. C'est au Royaume-Uni et en Irlande que les femmes ont le plus de chances d'occuper un poste d'encadrement. D'autres pays, comme le Portugal et la Finlande présentent des taux de femmes cadres relativement faibles. En 1998, les femmes de 25 à 49 ans ont presque deux fois moins de chances que les hommes du même âge d'accéder à un poste d'encadrement contre 1,3 pour un poste intermédiaire.

Un autre phénomène est à remarquer, lié à la disparition de l'ascenseur social dans les pays riches, **l'embauche et le maintien en fonction de femmes surdiplômées pour les postes qu'elles occupent**, entraînant des salaires plus bas que ceux auxquels elles pourraient prétendre, des déqualifications, un avenir professionnel bloqué mais aussi l'amertume, la baisse d'estime personnelle, le stress, la déprime et le désintérêt au travail de ces femmes.

9/ Peu d'accès à la formation professionnelle pour les femmes

10/ Manque de services publics adaptés aux besoins des femmes

Les services de santé, de transport, d'éducation et de gardes d'enfants sont inadaptés au travail des femmes dans une majorité de pays. Ils sont inexistantes dans la plupart des pays pauvres, de plus en plus rares dans les pays riches. Les états sous la pression du néolibéralisme privatisent leurs services publics (AGCS), licenciant une majorité de femmes et faisant reposer sur les épaules des plus pauvres –celles qui ne peuvent pas accéder à des services privés payants- la charge de compenser leur absence.

11/ Inégalités des pensions et retraites

Partout où existent des pensions de retraite, celles des femmes sont inférieures à celles des hommes, dues aux salaires systématiquement inférieurs, aux carrières écourtées pour s'occuper des enfants ou limitées par le plafond de verre.

Dans les années qui viennent, il faut s'attendre à une possible remontée de la pauvreté des femmes âgées, à cause des faibles retraites mais aussi de la disparition ou la cherté des services sociaux de santé.

12/ La marchandisation du corps des femmes explose

La liberté de circulation des capitaux induite par la mondialisation néolibérale et l'opacité et l'impunité dont bénéficient les tractations financières internationales, liées aux politiques restrictives

d'immigration des pays riches, qui poussent les femmes migrantes à passer par des réseaux de trafic pour passer les frontières ont permis l'explosion du marché du sexe. Depuis 30 ans, les pays du Sud ont vu croître exponentiellement la prostitution et la traite des femmes et des enfants. Depuis une quinzaine d'années, le phénomène se reproduit dans les pays de l'ex-Union soviétique, de l'Europe de l'Est et centrale et des Balkans.

On comptait 40 millions de prostitué-e-s dans le monde en 2001 dont à peu près 90% de victimes de la traite.

Les êtres humains victimes de la traite à des fins de prostitution sont nettement plus nombreux que ceux qui sont l'objet d'un trafic aux fins d'exploitation domestique ou de main-d'œuvre à bon marché. Dans les flux financiers de la prostitution sont donc inclus les flux de la traite des êtres humains, car la quasi totalité des victimes sont destinées à la prostitution, par exemple plus de 98% des victimes de la traite en Europe de l'Est sont des femmes destinées à être prostituées (commission de la condition de la femme, ONU 2006). La traite des êtres humains était évaluée en 2000 à 10 milliards de dollars et le dernier rapport de l'Organisation des Nations Unies contre les Crimes et Délits dans son rapport de Mars 2007 l'estime à 32 milliards de dollars dont 10 milliards pour la seule vente des personnes. A comparer aux 1,5 milliards de dollars gagnés par les réseaux mafieux en 2000, d'après Interpol, seulement pour le transport de 300 000 femmes des Balkans pour la prostitution en Europe de l'Ouest en 2000. Les organisations internationales parlaient en 2000 de profits liés au trafic des femmes multipliés par 400 en dix ans et de 3^{ème} trafic mondial après la drogue et les armes.

En Asie, ils sont 4 à 5 fois plus grands que ceux du trafic de drogue. En effet, si la drogue ne peut être vendue qu'une fois, la prostituée rapporte pendant de longues années. Ainsi ces dix dernières années, ont été créés des « marchés aux femmes », véritables marchés d'esclaves. Les Balkans sont devenus la plaque tournante européenne de ces ventes où les femmes peuvent être revendues jusqu'à 10 fois en l'espace de 5 mois. La mission parlementaire française sur l'esclavage moderne a parlé de pays entiers qui se vident de leurs jeunes filles de moins de 25 ans comme l'Albanie, la Moldavie ou l'Ukraine, vendues de 2500 euros à 10 000 euros pour une vierge. C'est vrai aussi pour les villages pauvres d'Amérique Latine (plus de 100 000 victimes de la traite en 2006 dont 2000 fillettes de 12 et 13 ans disparues de la région de Cuzco au Pérou qui ont été retrouvées en Mai 2007 dans les bordels argentins où les fillettes sont vendues de 100 à 5000 pesos d'après le rapport de Mars 2007 de l'Organisation Internationale des Migrations), d'Asie ou d'Afrique (jeunes Nigériennes prostituées pour dettes sur les trottoirs de Barcelone ou Rome). Même dans la très honorable vieille Europe, il y a des ventes aux enchères de jeunes migrantes comme en 2006 dans les aéroports britanniques de Gatwick, Heathrow et Stansted, d'après le Parquet Britannique. Dans l'Union européenne on estime à 500 000 le nombre de femmes prostituées victimes de la traite. Le Comité Contre l'Esclavage Moderne estimait que dans l'UE, la traite des femmes aurait rapporté entre 10 et 15 milliards d'euro par an en 1999 et 2000.

Le marché de la prostitution est étroitement lié à la mondialisation du capital qui s'appuie sur l'exploitation persistante des femmes. La mondialisation est à l'origine des facilités de déplacement de l'argent, de la féminisation des migrations et de la pauvreté mais aussi des politiques restrictives d'immigration qui favorisent le trafic et la traite. La mondialisation par les inégalités qu'elle a générées, a créé des conditions économiques, sociales, culturelles et politiques souvent discriminatoires, par manque de services publics, d'emplois, qui ont favorisé l'expansion du marché de la prostitution.

De plus, la croissance de ce marché du sexe a pour conséquence directe la violation des droits humains des femmes et des enfants devenus des marchandises. Le statut des femmes et donc de l'être humain en général a gravement régressé. Les humains sont considérés comme des matières ou des produits susceptibles d'être échangés dans le cadre du développement du commerce national et international.

Mais ce marché est aussi étroitement lié à la demande locale des clients.

Il est donc important de souligner comme Mme Sigma Huda, rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les droits fondamentaux des victimes de la traite des êtres humains, en Février 2006, « de comprendre que la demande est à la fois mondiale et locale. Elle est mondiale au sens qu'elle détermine le proxénétisme international et viole les droits fondamentaux...mais elle est locale au sens qu'elle existe partout -dans les villes et villages- et qu'elle est pour l'essentiel le fait d'hommes qui sont les piliers des communautés locales. »

Encore une fois , nous voyons comment le néolibéralisme et le patriarcat s'allient pour violer les droits des femmes.

Quel avenir ?

La mondialisation a permis aux femmes de sortir de chez elles et d'atteindre une certaine autonomie financière. De ce fait, depuis 40 ans, les femmes ont été plus nombreuses à s'impliquer dans la vie publique, culturelle, politique ou associative Elle les a poussées à migrer de plus en plus, à la recherche d'un ailleurs meilleur en termes de liberté et de qualité de vie, ne leur offrant à l'arrivée que pauvreté, précarité et inégalité et une liberté toute relative. Cependant, elles se retrouvent face à de nouvelles tâches sans être déchargées du travail domestique, face à la violence de la criminalité transnationale organisée et face à de nouvelles discriminations et violences au travail, sans avoir -ou si peu- le soutien des syndicats et des politiques. Leurs avancées ont quelquefois tant dérangé la société patriarcale, qu'elles sont à l'origine d'un regain de violences familiales ou communautaires (voir le cas des travailleuses d'Hassi Messaoud, violées, blessées, volées en Juillet 2001, victimes de la vindicte des imams et des hommes de la communauté villageoise, irrités de leur autonomie).

On ne peut parler de progrès significatif de l'émancipation des femmes depuis 30 ans vu leur surreprésentation dans les couches sociales les plus pauvres. Mais des changements importants ont eu lieu, grâce à l'entrée volontariste des femmes dans la vie publique : les politiques en faveur des femmes qui autrefois relevaient de la politique sociale, sont aujourd'hui des questions de droits humains, cependant la parité en politique fait encore partie des exceptions.

Quantité de lois pour l'égalité hommes/femmes ont été adoptées à travers le monde. Cependant de graves problèmes de mentalité subsistent. La prévalence de comportements sociaux et culturels profondément enracinés ainsi que la privatisation des services publics prônée par le néolibéralisme et les inégalités qui en découlent, continuent d'empêcher les femmes à avoir accès à la justice, à l'éducation et aux soins de santé, ce qui contribue à perpétuer toutes les formes de violence dans la famille et la société.

Les transnationales et les employeurs ne respectent presque jamais ces lois car il n'y a pas de sanction associée ou s'installent dans des zones franches où le droit du travail ne s'applique pas.

En fait la mondialisation n'a fait que s'appuyer et conforter le discours sexiste patriarcal, n'offrant aux femmes que les libertés qui lui permettaient de faire encore plus de profits, des salaires bas et de la précarité. Mais les femmes ont appris à se défendre et s'organisent en syndicats, associations, nationaux et internationaux. Des rapprochements entre femmes de tous les continents se multiplient , surtout grâce aux Forums Sociaux Mondiaux et les luttes s'organisent (voir le soutien des féministes, alter mondialistes et syndicalistes français-es aux ouvrières Burkinabé d'Yves Rocher en 2006, ou aux ouvrières du textile de Rabat en 2005) . De plus en plus de femmes créent des entreprises sociales et solidaires (Brésil, Inde, Europe) pour sortir de la loi du marché.

La persistance de discours théologiques sur le pouvoir des hommes dans les institutions religieuses est préoccupante. Ces discours font que les femmes elles- mêmes se sentent inférieures aux hommes et confortent la domination masculine. Les adolescentes particulièrement doivent être protégées de ces cultures discriminatoires. En Afrique la cohabitation entre droits religieux, coutumier et civil génère de nombreux abus. Dans les pays arabes la situation de guerre a freiné les progrès.

L'élimination des stéréotypes dans les médias et les mentalités est une autre des luttes à mener.

La lutte pour les droits des femmes a été essentiellement menée par des groupes de femmes et des Ong visionnaires . Elles sont la force motrice du changement . Le mouvement international des droits des femmes a grandi et a contribué à renforcer les droits humains tels que le respect de la diversité et de l'indivisibilité des droits. Mais ce mouvement est singulièrement peu soutenu par le mouvement syndical ou politique.

Pas de démocratie et d'élimination de la pauvreté et du sous développement sans égalité des sexes, autonomie économique des femmes et régulation du néolibéralisme par les droits humains.

Pas d'égalité sans implication des hommes et des garçons et sans évolution de leur rôle au sein de la famille (partage des responsabilités, du travail domestique et de la prise en charge des personnes dépendantes), pas d'égalité sans prédominance des droits humains notamment les droits au logement, travail, éducation et santé sur la loi du marché.

Pas d'égalité sans respect du corps de la femme et sans l'abolition de la prostitution, pour mettre fin au marché du sexe et à la traite et au trafic des femmes et fillettes.

Aujourd'hui les femmes sont non seulement conscientes de leurs droits mais aussi plus aptes à les exercer. Cependant, elles croient trop souvent qu'ils sont acquis et ne mesurent pas leur fragilité. Les droits des femmes sont violés tous les jours en toute impunité. Et la mondialisation libérale aggrave ces violations, c'est pourquoi il est impératif pour les femmes de lutter contre le néolibéralisme, de même que contre le patriarcat et les intégrismes, auprès des mouvements sociaux et des hommes, les gouvernements ne légiférant et n'appliquant les lois que sous la pression de l'opinion publique.

QUELLES ISSUES ?

Globalement lutter contre les causes : le patriarcat et le néolibéralisme mais aussi les guerres

- 1/ Exiger l'application des conventions internationales et des lois nationales relatives aux droits des femmes, et celles sur la protection des travailleurs migrants, sur la traite et le trafic des femmes, sur les travailleurs à domicile, mais aussi sur tous les droits humains
- 2/ Faire des campagnes et des lois pour inciter les hommes à respecter les femmes , à les traiter en égale et à partager le travail domestique et parental
- 3/ Inciter les filles à s'orienter vers des carrières scientifiques ou dites masculines
- 4/ Favoriser l'accès des femmes à l'éducation et à la formation
- 5/ Lutter contre les intégrismes
- 6/ Modifier les codes de la famille ou les lois sur l'héritage inégalitaires
- 7/ Développer les services de garde de la petite enfance et les services publics d'éducation et de santé
- 8/ Assurer à toutes et à tous un logement et une alimentation suffisante
- 9/ Sortir de l'économie de marché en développant l'économie sociale et solidaire
- 10 Développer les luttes syndicales en lien avec les luttes féministes
- 11/ Annuler la dette des pays pauvres et rembourser la dette odieuse , accompagné de restitution aux peuples des sommes qui leur ont été dérobées par leurs dirigeants
- 12/ Prendre en compte dans les comptabilités nationales et internationales le travail domestique
- 13/ Pas de temps partiel à salaire inférieur au salaire minima
- 14/ Fin de l'exonération ou de l'allègement des cotisations sociales pour tout contrat précaire ou à temps partiel au contraire taxer de telles pratiques
- 15/ Sanctionner les entreprises qui ne respectent pas l'égalité salariale ou discriminent les femmes pour les fonctions de responsabilité
- 16/ Oter l'immunité des ZFE et exiger que partout dans le monde s'appliquent les normes de l'OIT
- 17/ Définir des normes et des indicateurs pour le télétravail.
- 18/ Lutter contre les lois discriminatoires pour les migrantes et les migrants (CESEDA)
- 19/Redistribution des revenus via des taxes (Tobin) et l'Aide Publique au Développement (1% du PNB des pays donateurs et l'application du 20/20), pour lutter contre les grandes pandémies et pour assurer l'accès de la totalité de l'humanité à l'eau potable, au logement, à l'énergie, à la santé, aux soins et aux médicaments, à l'éducation et aux services sociaux, fin des PAS du FMI
- 20/Revoir le fonctionnement et tous les accords de l'OMC afin de contrôler et réguler les marchés financiers
- 21/ Démanteler progressivement toutes les formes de paradis fiscaux, judiciaires et bancaires , repaires de la criminalité organisée, de la corruption, des trafics en tout genre, de la fraude, de l'évasion fiscale, des opérations délictueuses des grandes entreprises, voire des gouvernements. Ces paradis fiscaux ne se réduisent pas à certains états constitués en zones de non-droit, ils comprennent aussi les législations de certains pays développés. Lever le secret bancaire
- 22/ La levée des embargos et blocus qui touchent plus les femmes que les gouvernements
- 23/ Le transfert des budgets d'armement vers les budgets sociaux
- 24/Mettre en place des taxes internationales sur les transactions financières, sur les IDE, sur les bénéfices consolidés des transnationales , sur les ventes d'armes et sur les activités à fortes émissions de gaz à effet de serre.
- 25/ Pousser les femmes à s'impliquer dans, ou créer des syndicats et des partis politiques, afin de porter leurs revendications
- 26/ Impliquer davantage les femmes dans les pourparlers pour les accords de paix
- 27/ Partout obtenir la parité politique
- 28/ Lutter pour l'abolition de la prostitution